



## L'EFFET DOMINO ?

Au risque d'apparaître radoteur, il faut bien constater que la crise est toujours là et que nous nous y enfonçons un peu plus chaque jour.

A cela rien d'étonnant puisqu'aucune mesure réellement efficace n'a été prise. Au contraire, les plans d'austérité ne font qu'aggraver une situation passablement dégradée.

L'exemple de la Grèce est, hélas, là pour le démontrer. Comment un pays connaissant une récession de 5 % par an, aux prises avec des remboursements d'emprunts à des taux usuraires et à qui la "troïka" (Europe, FMI et BCE) impose de vendre les "bijoux de famille", peut-il réellement s'en sortir ? Cette même "troïka" qui accuse les Grecs de laxisme, alors que nous savons que la crise que nous traversons est due aux dérives des acteurs financiers et à l'absence de remise en ordre des règles.

Une crise du secteur privé qui a aggravé l'endettement des Etats appelés à la rescousse selon le vieil adage "nationalisation des pertes mais privatisation des bénéfices".

Ce terme de laxisme est maintenant prononcé pour l'ensemble des pays du sud de l'Europe : Italie, Espagne, etc.

Une façon de préparer le terrain de nouveaux plans d'austérité pour ces pays, mais aussi l'aveu que cette crise va perdurer et s'aggraver.

En effet, une fois passé ce énième G20 avec son ballet de limousines, sa mise en scène médiatique et sécuritaire, qu'en reste-t-il d'efficace ? L'abandon de 50 % de la dette grecque ? Insuffisant ! La suppression des paradis fiscaux ? Bidon !

Ce qui en ressort de réel et de pesant, c'est l'assurance de nouveaux tours de vis dans de nombreux pays européens.

La France n'en est pas exclue, comme vient de le rappeler le Président de la République en des termes choisis, mais plus directs dans ceux du Premier Ministre : le plan de rigueur le plus important depuis la fin de la deuxième guerre mondiale !

S'ensuit le déballage de vraies-fausses informations, notamment l'instauration d'une deuxième journée de solidarité vite abandonnée devant l'avancée à 2017 au lieu de 2018 de la réforme des retraites. Ouf, cela aurait pu être pire ! Belle mise en scène ! Sans compter que tout cela est emballé dans une stratégie de peur destinée à tenter de faire passer la pilule !

Ceci étant, ce sont une fois de plus les budgets sociaux qui sont sabrés dans cette opération, et ce sont une fois de plus les salariés qui vont mettre la main à la poche pour

payer les conséquences d'une politique responsable d'une crise qui leur est étrangère.

Enfin, ce G20 a toutefois été perturbé par l'insolence du Premier Ministre grec qui a annoncé son intention de soumettre le plan d'austérité imposé à son pays au référendum populaire. Au secours, le peuple va être consulté ! Au fou ! Dangereux démocrate populiste !

Personne n'est dupe de la manœuvre politique mais chacun peut aussi mesurer l'emballement des élites face au risque de rejet démocratique par le peuple.

Cela ne vous rappelle rien ? Quand, dans certains pays européens dont la France, le peuple avait voté contre le projet de constitution européenne, ce dernier avait ensuite été avalisé par les Parlements. Dénî de démocratie.

Démocratie, c'est bien de cela qu'il s'agit aussi actuellement. Le fond et la forme utilisés ne peuvent qu'engendrer des risques pour la démocratie dans nos différents pays.

Les organisations syndicales, dont la cote de confiance est toujours très forte parmi les Français, doivent assumer leurs responsabilités face à ce qui est la plus grande remise en cause sociale.

Force Ouvrière le fait avec force et crédibilité. Les derniers résultats des élections dans le secteur public sont là pour montrer que nous gagnons en confiance et, par conséquent, en force. Les élections dans de nombreux secteurs de notre Fédération démontrent également cette tendance. Pour gagner notre combat syndical en faveur de la justice et des valeurs républicaines, nous devons continuer à nous renforcer au travers des résultats électoraux et des adhésions.

La déclaration de la Commission exécutive confédérale réunie exceptionnellement le 9 novembre, est très claire dans ses analyses et dans son refus d'actions à répétition, gages d'inefficacité. Par conséquent et au delà de la simple dénonciation des plans d'austérité passés et à venir, elle réaffirme la nécessité de les combattre en appelant à 24 heures de grève interprofessionnelle.

Force Ouvrière est LA force de justice, d'égalité et d'indépendance !

Serge LEGAGNOA  
Secrétaire général